

---

# La revanche est un ” pain ” qui se mange froid ? Des subventions aux cash transfers, réformer en contexte de crise en Égypte

Marie Vannetzel\*<sup>1</sup>

<sup>1</sup>CNRS (CURAPP-ESS) – CNRS – France

## Résumé

Les politiques de subventions à la consommation en Égypte font actuellement l’objet d’une refonte qui constitue une redéfinition de l’action publique du social. Destinées à rendre accessible au plus grand nombre l’énergie (carburants, gaz, électricité) et les denrées alimentaires de base (pain, huile, sucre, etc.), les subventions ont longtemps été conçues comme un symbole du rôle ” développeur ” de l’État dans ce pays. Elles ont commencé à être remises en cause en Égypte (comme ailleurs dans la région) depuis la fin des années 1970 dans le cadre du tournant libéral puis néolibéral. Elles sont devenues la cible principale des institutions financières internationales, considérées comme un ” fardeau ” pesant sur les budgets étatiques et comme un outil inefficace et inefficace de réduction de la pauvreté. Depuis les Printemps arabes de 2011, des réformes majeures ont été entreprises sur le modèle des programmes de *targeted cash transfers*, antérieurement expérimentés en Amérique latine et en Afrique subsaharienne (Olivier de Sardan, Piccoli, 2017). Lancée en juillet 2014, juste après l’élection à la présidence de la République, du Maréchal al-Sissi (arrivé au pouvoir un an plus tôt par un coup d’État), la refonte actuelle vise à remplacer les subventions quasi-universelles par des programmes d’aides sociales ciblées, prenant la forme de transferts monétaires à destination des ménages et individus considérés comme les plus pauvres (programmes *Takaful & Karama*). Pourtant, l’adoption de ce ” modèle voyageur ” n’allait pas de soi. Il s’inscrit dans un contexte de ” crise politique ” (Dobry, 2009), caractérisé, sous les dehors d’une restauration autoritaire, par la permanence d’une fluidité intersectorielle (Al-lal, Vannetzel, 2017). Cette crise politique s’accompagne d’une profonde crise économique, marquée par des taux d’inflation sans précédent. En s’attaquant aux subventions, le nouveau régime politique prenait le risque de relancer les dynamiques de mobilisation de plusieurs acteurs sociaux et économiques, et de s’aliéner le soutien d’une partie importante de la population. Comment comprendre, donc, que ce soit dans ce contexte de crise qu’est engagée une réforme historiquement constituée comme l’une des plus sensibles en Égypte - depuis les ” révoltes du pain ” de 1977 contre la suppression des subventions ? Cette communication propose de rendre compte de la ” matrice d’action publique ” (Eboko, 2015) qui a présidé à la double émergence du ” problème des subventions ” et de la ” solution des *cash transfers* ”.

---

\*Intervenant